



Au Conseil général de la commune des Ponts-de-Martel
Subventionnement du transport des élèves primaires
-
Initiative communale

Monsieur le Président, Madame, Monsieur,

Plusieurs communes ont interpellé Monsieur Yvan Botteron, en tant que député au Grand Conseil, au sujet du subventionnement du transport des élèves primaires.

La volonté des autorités cantonales de supprimer la subvention, en dépit de l'art. 55 de la loi sur l'organisation scolaire, a aussi suscité de fortes réactions au sein du Conseil communal.

Art. 55 *Lorsque des dépenses de transports d'élèves primaires résultent de mesures d'organisation, l'Etat accorde aux communes une subvention de 50%.*

Soucieux de pouvoir continuer d'offrir à nos élèves un transport scolaire efficient, il nous est paru dès lors crucial d'intervenir au niveau cantonal.

Pour ce faire, nous souhaitons interpeller le Grand Conseil, par le biais de l'initiative communale.

Cette initiative sera ensuite traitée comme une motion par le parlement cantonal.

Toutefois, il nous paraît que cette démarche devrait être effectuée de manière concertée par plusieurs communes.

En déposant plusieurs initiatives identiques, la démarche de chaque commune n'en aura que plus de poids.

Aussi, nous avons invité récemment les 61 autres communes neuchâteloises à agir de la même façon et les premiers retours sont très positifs, puisque ce principe est déjà adopté par quelques unes d'entre elles.

De ce fait, nous vous prions de prendre ce rapport en considération et d'accepter, Monsieur le Président, Madame, Monsieur, l'initiative communale suivante :



Commune des Ponts-de-Martel

INITIATIVE COMMUNALE

Le Conseil général de la commune des Ponts-de-Martel,

vu l'article 64, alinéa 2, de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel, du 24 septembre 2000;

vu l'article 25 de la loi sur les communes, du 21 décembre 1964;

vu l'article 55 de la loi sur l'organisation scolaire, du 28 mars 1984;

vu le règlement général de commune, du 24 avril 2000;

sur proposition du Conseil communal, du 19 juin 2007,

Arrête :

Article premier : Par voie d'initiative communale, le Conseil général des Ponts-de-Martel demande au Grand Conseil du canton de Neuchâtel de **reconduire le financement des transports scolaires primaires à partir du 1^{er} janvier 2008**, en application de l'arti. 55 de la loi sur l'organisation scolaire (LOS). Dans ce cadre, les autorités cantonales sont invitées à définir les modalités d'attribution de la subvention, en collaboration avec les communes concernées.

Article 2 : L'urgence est demandée.

Les Ponts-de-Martel, le 5 juillet 2007

Au nom du **CONSEIL GENERAL**,
Le Président, Le secrétaire-adjoint,

Claude Robert

Jean-Maurice Kehrli

Développement

Justification de l'urgence

Le budget 2008 étant en cours d'élaboration et cette initiative ayant des implications sur le budget 2008, ce sujet doit être abordé prioritairement. Faut de quoi, l'initiative sera placée en fin de liste des motions à traiter par le Grand Conseil et ne sera abordée que dans plusieurs mois, une fois le budget 2008 adopté.

Développement de l'initiative

Dans le cadre des mesures accompagnant le budget 2007, votre Autorité a reconduit le subventionnement des transports scolaires pour l'année en cours, en application de l'art. 55 de la loi sur l'organisation scolaire (LOS). Dans les faits, le subventionnement proprement dit a été financé provisoirement par le fonds pour les réformes des structures des communes. La Commission de Gestion et des Finances du Grand Conseil a, en effet, souhaité maintenir cette subvention dont la proposition de suppression intervenait alors que la plupart des communes avait déjà adopté leur budget 2007.

Notre commune estime pour sa part que le subventionnement du transport des élèves primaires doit être maintenu pour les années 2008 et suivantes.

Historiquement, notre commune a été contrainte de mettre sur pied le transport des élèves lors de la fermeture de collèges, il y a plusieurs années de cela. Ce transport permettait de compenser à moindre frais l'inconvénient de la fermeture de petits collèges. De ce fait, dans nos régions décentralisées, les transports scolaires sont devenus primordiaux.

De plus, notre politique vise à encourager la venue à pied des enfants à l'école. La collecte par un bus nous semble donc optimal pour les élèves devant effectuer plusieurs kilomètres pour se rendre à l'école. Sans bus, les parents seraient contraints d'effectuer des voyages individuels, entraînant ainsi une pollution accrue et des dangers supplémentaires d'accidents aux alentours du collège.

A l'heure où les communes sont encouragées à collaborer par le projet de réseau urbain, supprimer un subventionnement de transports entre des collèges qui pourraient être amenés à devoir s'échanger des élèves nous semble plutôt contreproductif.

Nous nous déclarons donc inquiets de voir disparaître cette subvention qui représente dans les faits un **report de charges** sur les communes.

En revanche, notre commune est consciente que le transport scolaire est envisagé différemment d'une commune à l'autre. Une certaine unité de doctrine en la matière serait appréciable. Nous serions tout à fait disposés à discuter des modalités d'octroi de cette subvention, afin que toutes les communes soient traitées sur pied d'égalité.